

CTL Emplois du 10 janvier 2013 Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

la situation est si désastreuse, que nous pouvons reprendre la déclaration liminaire du 17 janvier 2012 lors du précédent CTL emplois.

En effet, malgré le changement politique, la perte du triple A et les plans de rigueur au nom de la crise sont toujours d'actualité.

Lors d'un meeting, le Président, alors candidat, avait déclaré : « mon ennemi n'a pas de visage, pas de nom, c'est la Finance ».

Quelques mois plus tard, on peut légitimement se demander s'il n'a pas un nom, un visage : celui des agents des Finances !

Suppression d'emplois, baisse des crédits de fonctionnement et d'investissement, détérioration des conditions de travail, diminution drastique des promotions internes, non revalorisation des frais de déplacements, déstabilisation du réseau de l'action sociale, restructurations et fermetures de services...

Si on ajoute le blocage du point d'indice et le maintien du jour de carence, on peut légitimement s'interroger sur la nature du changement.

Au-delà de la fin annoncée de la Révision Générale des Politiques Publiques et de la Réforme de l'Administration Territoriale de l'État, toutes les réorganisations engagées depuis cinq ans ne sont nullement remises en cause.

Bien au contraire, une nouvelle vague de réformes est en préparation sous le nouveau vocable de Modernisation de l'Action Publique et avec l'acte III de la décentralisation.

C'est l'emploi qui est de nouveau et toujours sacrifié : 25000 emplois supprimés depuis 2002.

Notre directeur entérine 2062 suppressions pour 2013 et « s'autocongratule » en justifiant 30% des destructions d'emploi par des gains de productivité, soit un progrès de 5% par rapport à l'année dernière.

Il se moque des agents de catégorie C en prétendant alléger la pression cette année sur cette catégorie en soulignant les suppressions d'emplois de cadres supérieurs.

Pourtant pour 2013, c'est 1925 postes d'agents C qui sont supprimés contre 78 pour les cadres A et A+ (433 en 2012).

Il est également inadmissible de ressortir le PQM 2008 et révèle une gestion des agents à la petite semaine sans leur accorder plus de considération qu'à des pions.



Toulouse, le 10 janvier 2013

Chaque jour, la dégradation des conditions de travail s'accélère pendant que la qualité du service régresse et que la charge de travail explose. Les agents sont à bout de souffle sous l'effet conjugué des suppressions d'emplois, des restrictions budgétaires, de l'accroissement continu de la fréquentation de nos services et des nouvelles restructurations annoncées.

De tout le département remontent, la démotivation et le ras-le-bol. L'édifice ne tient plus que grâce à la conscience professionnelle de l'ensemble des agents.

Nous attendons autre chose que des déclarations d'intention se brisant chaque fois sur les réalités budgétaires. Au-delà des préoccupations affichées pour nos conditions de travail, nous sommes en attente de réalisations concrètes et d'une juste reconnaissance des efforts consentis.

Le message de notre ministre nous plaçant « au cœur de la République » doit se concrétiser très rapidement par des emplois et les crédits budgétaires indispensables à l'exercice de nos missions et nécessaires pour assurer la reconnaissance des agents, victimes de 20 ans de restructuration, de réduction d'effectifs et de dégradation des conditions de travail.



C'est pourquoi, à l'appel de la CGT, FSU et Solidaires, toute la fonction publique (Etat, Hospitalière et Territoriale) sera dans l'action le 31 janvier prochain.

Au sujet des 21 suppressions d'emplois pour la DRFiP 31, à l'ordre du jour de ce CTL, nous regrettons la faiblesse des documents fournis et l'absence de détail des évolutions d'emplois par rapport aux paramètres comme le correctif accueil par exemple.

Si aujourd'hui nous sommes présents à ce CTL, ce n'est pas pour cogérer les suppressions d'emplois, mais bien pour réaffirmer, devant vous, notre opposition à cette politique dogmatique. D'ailleurs, nous sommes en cohérence avec l'ensemble des organisations syndicales nationales de la DGFIP qui ont siégé au CTR Emplois du 27 novembre pour voter contre cette politique de suppressions d'emplois.

De plus, à la lecture des peu de documents fournis, contrairement à d'autres départements, nous évoquerons avec vous une autre analyse des chiffres présentés et nous exigerons plus d'explications sur vos choix.

Enfin, nous aurons des questions diverses qui tourneront encore une fois autour du dialogue social. Ironie du calendrier, nous sommes réunis aujourd'hui alors que l'intersyndicale nationale de la DGFIP est reçue cet après-midi par le Directeur Général pour évoquer justement le dialogue social.

Dialogue social qui est des plus bas comme en atteste la récente réponse reçue par l'intersyndicale de Haute-Garonne de la part de cabinet du Ministre M CAHUZAC.

Vous avez, par ailleurs, été destinataire pour information de la réponse des organisations syndicales du département auprès de M MOSCOVICI pour lui rappeler notre conception entre autre du dialogue social.



Mais, vous le savez très bien que vous n'êtes pas en reste de ce côté là. C'est pourquoi nous évoquerons donc à nouveau la question du courrier, des RAN, des conditions de travail et de la démarche stratégique.